

Le Conseil Départemental toujours aux abonnés absents !

Le 10/06/2026

Tract en réponse au courrier de la Présidente daté du 9 juin !

Le constat est partagé par toutes et tous :

- ✚ On ne peut plus vivre décemment de nos salaires gelés depuis trop longtemps,
- ✚ Les mesures annoncées (jour de télétravail carburant prolongé ; demande d'aide à l'assistante sociale du personnel) ne suffisent pas,

Nos conditions de travail se dégradent depuis trop longtemps :

- ✚ Suppressions de postes,
- ✚ Délais prolongés pour le remplacement des postes
- ✚ Charge de travail en forte hausse

ASSEZ DE DOUBLES DISCOURS !

"Dialogue social" ?

- Expliquer des décisions déjà prises, ce n'est ni concerter ni négocier.
- Toujours entendre : "les caisses sont vides", c'est un monologue, pas un dialogue.

"Respect des agents" ?

- Le respect se voit sur la fiche de paie et dans les effectifs.
- Suppressions de postes, salaires bloqués, conditions dégradées, perte de l'éthique et du sens du service public : voilà la réalité.

"Contraintes budgétaires" ?

- Les choix sont politiques.
- De l'argent pour la communication, mais pas pour les agents (primes, salaires).
- Nous refusons de payer l'austérité !

"Convivialité" ?

- Les petits fours ne remplacent pas un salaire.
- Revendiquer est légitime.
- Écouter les agents, voilà le vrai respect.

Agents administratifs, Agents des routes, des collègues, du social, du technique, agents de tous services,

NOTRE RÉALITÉ :

Vous êtes touchée par nos mots... Nous sommes brisés par vos choix.

Ensemble, exigeons pour tous les services :

- L'augmentation des salaires
- La revalorisation des primes
 - Des effectifs suffisants
 - Un vrai dialogue social

TOUS MOBILISÉS ! Ensemble, refusons l'austérité !

-Le Vendredi 12 juin 2026 : rassemblons-nous en grève devant l'Hôtel du département à partir de 9 heures 30 pour soutenir nos collègues de l'ensemble des services intervenant dans la protection de l'enfance !

-Mardi 16 juin 2026 toutes et tous en grève, rdv à partir de 13 heures au Domaine de Candé pour une distribution de tracts et nous faire entendre !

Tours, le 9 juin 2026

LA PRÉSIDENTE

Mesdames, Messieurs les agents,

Je souhaite m'adresser directement à vous après la diffusion du tract syndical publié ce matin par la CGT.

Contrairement à ce que souhaite laisser penser la CGT, le dialogue social existe au Conseil départemental et il est permanent. Les organisations syndicales sont régulièrement reçues et les contraintes financières extrêmement lourdes que traverse aujourd'hui notre collectivité leur ont été expliquées avec transparence et responsabilité.

Chacun sait que le Département évolue dans un contexte budgétaire particulièrement tendu, qui limite fortement les marges de manœuvre.

Je veux également redire avec force ma confiance et ma reconnaissance envers les agents du Département. Chaque jour, sur le terrain, dans les collèges, les routes, les services sociaux, administratifs ou techniques, vous accomplissez vos missions avec professionnalisme et engagement au service des Tourangeaux.

C'est précisément pour cette raison que je ne peux accepter les accusations de "mépris" contenues dans ce tract. Ces propos sont excessifs, injustes et profondément déplacés.

Ils m'ont affectée. Ils ne reflètent en rien le respect que j'ai pour les agents départementaux ni l'attention portée, avec les élus et tout particulièrement M. Olivier Lebreton, Vice-président en charge des ressources humaines, à leurs conditions de travail et à leurs préoccupations.

La liberté syndicale est un droit, et chacun peut naturellement exprimer ses revendications. Mais appeler à transformer la journée du personnel du 16 juin — pensée comme un moment de convivialité, de reconnaissance et de partage entre collègues — en action militante, relève d'une démarche regrettable.

Je souhaite que cette journée reste avant tout un temps de rassemblement et de respect mutuel, à la hauteur de l'engagement des agents du Conseil départemental.

La Présidente
du Conseil départemental d'Indre-et-Loire

Nadège ARNAULT